

Présentation dans le cadre de la réunion : "Habitat, accès aux services essentiels et lutte contre la pauvreté« , 1er avril 2008,
MAEE

Enda : Co-inventer les villes du sud en renonçant aux actions artificielles et en entrant par le politique

Cheikh Guèye, chargé de mission au secrétariat exécutif d'ENDA Tiers Monde à Dakar

- **Approcher les villes du sud par leur complexité : un nouvel espace public en invention**
- Les villes du sud sont devenues beaucoup plus complexes et débordent les cadres d'analyses et grilles de lecture simplistes. Leur mégapolisation (taux de croissance les plus élevés au monde et taux d'urbanisation rattrapant ceux des pays industrialisés) signifie aussi une invention permanente mais dans l'urgence et le dénuement des autorités publiques qui perdent de leur légitimité.
- **Sortir de l'artificialité de nos actions : entrer par le politique pour amplifier l'impact**
- *Parmi les changements qui affectent aujourd'hui les villes africaines, asiatiques et d'Amérique Latine, certains jouent en faveur de la reconnaissance d'espaces de production de sens auparavant considérés comme marginaux et désormais essentiels articulés autour de modèles symboliques et matériels a priori favorables à l'intégration du plus grand nombre. Depuis quelques années, la perception des décideurs, des chercheurs ou des experts évolue vers la prise en compte de ces évolutions et rejoint d'une certaine manière celle de Enda dans ce domaine. C'est que dans les villes du Sud, la rapidité des changements sociaux est souvent proportionnelle aux retards du politique. Dynamiques normatives et dynamiques sociales sont trop souvent en décalage ou en rupture.*

- Dans ce contexte, les sociétés civiles sont en chantier permanent, fiévreusement et sans retenue. Les associations fleurissent et se multiplient à l'infini autour d'intérêts de toutes sortes : appartenance au même quartier, au même métier, au même village d'origine, à la même ethnie, à la même mutuelle ou tontine, etc. Tout est prétexte à s'associer
- La ville du sud est désormais faite par ceux qu'on a appelé les « pauvres » et qui ne sont pas toujours si pauvres que cela. Il est temps de revenir après quarante ans sur les concepts qui ont fait le monde du développement : signification de la pauvreté, indicateurs de toutes sortes

- Par exemple, prendre en compte l'importance accrue du secteur informel, notamment dans l'habitat et le foncier : l'accès à la ville est conditionné par l'accès à des réseaux qui ont des points d'ancrage multiples et pour lesquels l'Etat et ses normes ne sont que des leviers à instrumentaliser.
- De nouveaux liens naissent consolidant la société en réseaux dans laquelle l'information est l'instrument de contrôle du pouvoir politique et économique. De nouvelles pratiques de négociation permettent d'entrevoir et d'accompagner la relation dialectique, faite d'harmonie et de contradictions plus ou moins fortes selon les circonstances et les positions entre les acteurs urbains. On semble ainsi devoir passer de « l'espace urbain aménagé » à « l'aménagement urbain socialement discuté » (Couret, 1996).

- Enda n'a pas pu réussir ces dernières années à rendre systématique une vision alternative de la ville capable de susciter un renversement des politiques et des démarches à plusieurs échelles même si au niveau local, les différentes équipes et entités ont exécuté plusieurs programmes qui ont contribué dans une large mesure à la lutte contre la pauvreté, à la promotion de la citoyenneté, à l'accès des citoyens défavorisés aux services de base, etc. En effet, ces actions sont assez disparates et souvent sans véritable effet de masse.
- Au demeurant, la ville est le lieu majeur où les différentes entités qui constituent l'institution construisent des synergies et engagent des dynamiques et processus communs. La recherche sur l'urbain tente de dépasser l'analyse de la ville, de ses formes, de sa société, de ses problèmes et s'intéresse plus à l'urbanisation qui est le processus qui produit ses différentes figures, qu'elles soient justes ou non, intégratrices ou exclusives. Elle appréhende sous un nouveau jour la dialectique complexe des nouveaux rapports entre cœurs historiques des villes et leurs périphéries, entre mythes fondateurs et mythes modernisants, entre approche techniciste et dimension sociale, entre imaginaires, visions, pensées des architectes, des urbanistes, technocrates, et les représentations de la société réelle.

- *C'est que la ville doit désormais être considérée comme un espace d'opportunité de transformation sociale et de réappropriation du local et du global dans un cadre intégrateur. Elle est devenue le principal lieu de construction d'alternatives sociétales, de créativité sociale et de production de nouveaux paradigmes. Elle constitue le « décliveur » d'un espace social nouveau.*
- *La construction d'une nouvelle gouvernance de la ville doit se faire par une articulation plus efficace entre un Etat - qui n'a plus le monopole de la rationalité et des projets de sociétés mais qui est incontournable-, et des groupes divers, contre-sociétés légitimistes et autonomistes tout en jouant avec l'Etat. Ainsi, la pauvreté n'est-elle pas seulement économique, mais sans doute également prospective, citoyenne et politique.*

- L'entrée par le politique semble ainsi la plus viable pour les questions urbaines aujourd'hui même si la ville est également un analyseur irremplaçable des questions de mobilité, d'environnement, d'économie, des territoires, des identités, de la citoyenneté, etc. Toutes les remises en question conceptuelles sont désormais possibles devant l'extrême complexité de l'urbanisation et des processus qui l'animent, devant la multiplicité des acteurs, des identités qu'ils convoquent selon les circonstances et des territorialités. Qui finance la ville du sud ? Comment l'urgence et le temps long sont-ils conjugués dans les situations et les processus ? Nos temporalités sont-elles celles de l'urbanisation ? Les ajustements entre la faiblesse des ressources et l'étendue des demandes sont de plus en plus diffus avec la multiplication des acteurs qui comptent dans un nouveau contexte politique généralisé un peu partout : la décentralisation de la fonction politique.
- La ville s'invente sans Enda et nous autres intervenants. Mais elle s'invente en rejetant ou en oubliant d'intégrer ou de reconnaître les groupes les plus actifs et les plus nombreux. Elle produit de ce fait l'injustice et la pauvreté politique. Sans donc être au centre, ENDA devrait par ses actions tenter de s'insérer et de rendre visible sans prétention démesurée les processus réels de reproduction durable de la ville.

- A la fin des années 90, l'évolution historique des actions et de la réflexion d'ENDA l'a amené à se donner de nouvelles orientations stratégiques et de nouvelles missions. Il s'agissait non plus d'aider des pauvres à survivre mais d'interroger différentes formes de pauvreté qui touchent les citoyens afin de pouvoir agir sur leur fabrique. Mais fallait-il que les principaux concernés ne soient plus vus que comme des faire-valoir que l'on montre aux bailleurs lors des visites de terrain pour les émouvoir. Ils devaient eux-mêmes comprendre les enjeux politiques à partir de leurs propres référents locaux et non plus se laisser manipuler par des « messies » qui comprennent à leur place et leur proposent des concepts et des actions sur le plat. Cette prise de responsabilité individuelle et collective qui a ses ressorts propres et qui devient un nouveau champ d'action et de réflexion appelle un nouvel état d'esprit de la part des citoyens, d'ENDA, et des bailleurs. Tous sont protagonistes et doivent co-construire des citoyennetés effectives et actives.

- Dans ce contexte, ENDA s'efforce de développer ses capacités à conjuguer les échelles du local à l'international parce que les situations et les processus deviennent multiscalaires et tous les acteurs comprennent les enjeux dans la diversité des territoires dans lesquels ils se dessinent.
- La prise en compte de plusieurs échelles multiplie les protagonistes dont le dialogue et la synergie sont les conditions de l'émergence d'un espace public nouveau.

- Présence d'Enda en même temps et sur ce type d'approche : Addis Abeba, Antananarivo, Mahajunga, Ho Chi Minh Ville, Bamako, Saint Domingue, Bogota, Rio de Janeiro, La Paz et El Alto, Rabat Salé, Dakar et les autres villes ouest-africaines,
- Possibilité de conjuguer des appuis à des solutions techniques, sociales, politiques à l'échelle locale et la capitalisation, la construction de sens par l'analyse, la définition de positions politiques sur plusieurs problématiques urbaines, le lobbying, l'influence des politiques et démarches internationales : programme MINGA en partenariat avec la MAIIONG pour des villes durables et solidaires ainsi qu'une approche positiviste de la ville du sud

- Dans ces contextes, l'accès aux services sociaux de base des plus démunis ne doit plus être considéré comme un **besoin à satisfaire** mais comme un **droit fondamental** pour les populations, mais il demeure que la préservation de ce droit et sa consolidation passent nécessairement par un engagement citoyen

- La problématique de l'entretien et de la maintenance des infrastructures et équipements urbains s'affirme de plus en plus comme une dimension intégrée de toute politique de bonne gouvernance. C'est dire que la gestion participative des équipements et infrastructures communautaires est désormais une option majeure des projets et programmes de développement.
- L'adoption par les acteurs à la base de nouveaux modes de gestion des affaires locales à travers une démarche partenariale et participative est une orientation majeure des politiques de développement dans l'actuel contexte de la décentralisation.

- Il ressort des leçons tirées de nos diverses expériences en la matière que les autorités locales et les populations, en même temps qu'elles manifestent un réel engouement pour de nouvelles réalisations, font également preuve d'une certaine négligence pour les activités de maintenance. Ainsi, d'importants investissements sont laissés à la dégradation ; et le recours à des travaux ponctuels de rénovation apparaît comme un investissement par substitution de maintenance. Ce qui, en soit, constitue un énorme gaspillage de ressources financières.

- **Démarche : Appui à la maîtrise d'œuvre sociale pour la gestion participative des équipements et infrastructures communautaires**
- ETAPES :
- la mobilisation / sensibilisation,
- la mise en place de cadres d'échange et d'action,
- la mise en place de comités de gestion et d'animation.

- Le type de gestion le plus approprié (processus de mise sur pied des comités de gestion, renforcement de capacités des commissions pilotes du conseil municipal...)
- Schéma organisationnel selon la nature de l'infrastructure et le type de gestion
- Outils de gestion selon la nature de l'infrastructure / équipement (gestion comptable simplifiée, dispositions réglementaires, codes de conduite...)
- Cycle d'entretien et de maintenance et dispositif de suivi / pérennisation articulée à la nature de l'infrastructure / équipement
- Indications exhaustives sur les stratégies de mobilisation financière ou les dispositifs de financement de l'entretien et la maintenance des infrastructures et équipements communautaires.

- Comités de santé ; Association des parents d'élèves, Comité de gestion de forages ; Mécanismes de gestion des bornes fontaines. Associations prenant en charge l'assainissement, la gestion des ordures ménagères,

- IMPACTS :
- Un changement positif du **savoir être**, des **comportements** et **attitudes** des partenaires locaux vis-à-vis des équipements urbains
- Des équipements urbains plus durables, plus adaptés, plus appropriés
- une amélioration des relations entre organisations de base et institutions locales qui étaient surtout marquées par la méfiance et la défiance dans la conduite des initiatives de développement local.